

Sommet Afrique-France : et si les chefs d'État africains s'en inspiraient ?

18 octobre 2021 à 17:24

Mis à jour le 18 octobre 2021 à 17:25

Par **Gaudet Abalé**

Communicant franco-ivoirien spécialisé sur l'Afrique francophone et évoluant dans le Bassin du Congo.

Par **Lewis Pogorwan**

Étudiant gabonais, Sciences Po Paris.

Par **Ostris Mulamba**

Étudiante franco-congolaise, École nationale d'administration (France), spécialiste des relations et affaires publiques Afrique-Europe.

Critiquable par certains aspects, le nouveau sommet Afrique-France qui s'est tenu les 8 et 9 octobre à Montpellier pourrait, dans sa forme, servir de modèle de débat démocratique intergénérationnel entre les présidents et la jeunesse du continent.

Déstabilisation politique, soutien à des régimes autoritaires, restitution des œuvres d'art, questions migratoires, attitude paternaliste... Voilà quelques-uns des sujets abordés lors du débat original à onze contre un clôturant le travail de fond mené par l'historien camerounais Achille Mbembe et dont devraient découler plusieurs mesures pour la refondation des relations entre les pays africains et la France.

« Reconstruire le capital d'adhésion »

Ce travail montre que, à l'heure de la guerre informationnelle, c'est sur le champ du discours et des symboles que se joue cette refondation. À juste titre, lorsque l'on sait les répercussions des perceptions et de l'intersubjectivité dans la géopolitique et le succès des politiques publiques en général – ce que nous apprennent les théoriciens constructivistes des relations internationales Alexander Wendt ou Nicholas Onuf – et en Afrique tout particulièrement. D'où l'explication d'Achille Mbembe : « La finalité de ce travail vise à reconstruire patiemment et méthodiquement le capital d'adhésion à l'idée même de la France et au projet dont elle se veut porteuse. »

En réalité, si rupture il y a eu, elle concerne surtout l'État français et les sociétés civiles africaines. Encore marquées par les blessures mémorielles liées à la colonisation, elles ont été progressivement amenées à s'opposer aux projets de coopération portés par Paris – ou en partenariat avec Paris – et voulus par les élites dirigeantes africaines. Ces dernières, à quelques exceptions près, semblent relativement satisfaites de leur relation avec l'ancienne puissance coloniale et sont d'ailleurs souvent critiquées pour cette proximité assimilée à de l'obéissance aveugle...

D'où la pertinence présumée de ce sommet qui a fourni l'espace de dialogue inclusif jusqu'à présent réclamé par des populations africaines crispées par ce « passé qui ne passe pas », et représentées par onze jeunes de Côte d'Ivoire, du Maroc ou encore de RDC, lesquels n'ont pas été timides dans l'affirmation de leurs convictions. Un face-à-face entre chefs d'État et jeunes qui paraît inimaginable sur le continent dans l'état actuel des choses.

Jamais sans les États africains.

Néanmoins, les mots qui soignent devront rapidement laisser la place aux actions qui transforment. S'impose également une collaboration des acteurs de terrain, qui se sont exprimés durant ce sommet, avec les acteurs économiques majeurs du continent.

Ce qui soulève deux questions d'ordre pragmatique : pourquoi ne pas avoir convié les bailleurs et décideurs publics économiques du continent ? Jusqu'à quel point peut-on se passer des États africains ? Ces derniers demeurent incontournables sur plusieurs thématiques d'ordre régalien. Il paraît donc important de les inclure – dans une certaine mesure – dans les actions entreprises dans le cadre de ce processus de refondation. Les exclure contribuerait à les décrédibiliser totalement auprès de leurs administrés, dans un contexte déjà critique.

Au-delà, c'est surtout la question de la résolution des problématiques africaines par les acteurs africains eux-mêmes qui est soulevée par l'existence d'un tel sommet – d'ailleurs critiqué sur cet aspect. Les acteurs cités gagneraient à s'emparer de la thématique et à structurer leurs propres échanges avec la jeunesse africaine. Peut-on, nous aussi, espérer voir se généraliser des débats intergénérationnels et démocratiques de haut niveau à l'échelon national entre des jeunes africains et leurs dirigeants ?

Lesquels permettraient à chaque pays africain de répondre, selon son propre prisme, aux préoccupations des jeunes populations du continent telles qu'elles ressortent des conclusions du penseur camerounais : le risque environnemental et climatique ; l'intégration des économies africaines et la lutte contre l'extraversion financière ; la légitimation du patrimoine culturel et sa promotion dans le monde ; la formation et l'empowerment des jeunes et des femmes ; la coopération militaire et sécuritaire ; la recomposition des alliances avec les puissances étrangères...

Lorsque des chefs d'États et dirigeants africains se mettront véritablement à la portée de leurs – jeunes – administrés afin de leur rendre des comptes, alors nous aurons fait un grand progrès. Nous espérons que ces derniers auront été inspirés à créer, eux-aussi, un espace de dialogue ouvert pour l'émergence et la mise en œuvre de solutions concrètes visant à la refondation sociale, économique, culturelle et politique... des sociétés africaines elles-mêmes.

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider